# L'énergie renouvelable au cœur du développement d'un territoire rural, l'exemple du Mené

Jacky AIGNEL, Dominique ROCABOY, Truong-Giang PHAM, 2010

## Le Mené, un territoire rural du centre Bretagne

Situé au centre du triangle formé par les axes Rennes à Brest, Saint Brieuc à Vannes et Rennes à Quimper, le territoire du Mené a une superficie de 163,2 km² soit à titre de comparaison 50% plus étendue que la ville de Paris pour une population de 6309 habitants. Le Mené est en effet un territoire rural caractérisé par le poids prépondérant de l'activité agricole et un habitat très dispersé. Dans les années 60, les transformations agricoles et le vieillissement de la population ont entrainé le territoire dans un cercle vicieux; déprise de l'activité agricole, pertes de population et d'actifs, moindre attractivité.

Face à cette situation, les élus et citoyens du territoire ont cherché à inverser la tendance et tenté de promouvoir leur territoire à travers des projets dont la portée et le cadre transcendent les filières et les compétences établies. Il s'agissait de faire émerger les projets dont peuvent s'emparer l'ensemble des acteurs du territoire pour construire un avenir commun. Ces projets se sont lentement montés au fil des 40 dernières années notamment dans le secteur culturel et économique. Ce temps a aussi permis aux habitants de s'emparer des problématiques du territoire et de s'y investir. Le territoire est ainsi passé par de nombreuses étapes pour maintenant s'inscrire dans une logique de développement durable et d'équilibre énergétique.

#### Trois projets, une vision commune du territoire

La maîtrise des principaux enjeux du territoire est nécessaire avant tout projet d'envergure, ainsi un état des lieux révèle de véritables atouts; un taux de chômage très faible, une force associative révélatrice du lien social durablement tissé entre les habitants, une économie qui peut compter sur de puissants appuis industriels, un environnement préservé et une ressource naturelle renouvelable importante. Cependant, les faiblesses demeurent nombreuses; mono-activité agricole, une seule industrie pourvoyeuse d'emploi (agro-alimentaire), offres d'emploi peu diversifiées et peu qualifiées, forte pression environnementale.

A partir de ces éléments, une vision prospective de quelques responsables du territoire a permis de dégager quelques orientations stratégiques qui pourraient s'appuyer sur les atouts en gommant lorsqu'il est possible les désavantages. La démarche consiste à s'appuyer sur les ressources existant localement, à tenter de permettre au plus grand nombre de s'assembler autour de projets porteurs et de diversifier les ressources économiques du territoire. Ainsi, c'est dans la recherche de solutions territoriales que les acteurs du Méné ont muri le projet d'un territoire 100% énergies renouvelables à partir de ressources locales.

A partir de cette idée, il s'agit de valoriser les ressources locales en remplaçant l'ensemble de la consommation énergétique territoriale par un approvisionnement dont la matière première est 100% locale. Quatre grands projets se sont montés au fil des années 2000 et voient actuellement le jour.

## De nouvelles valorisations agricoles

La région se trouve confrontée depuis de nombreuses années à d'importants excédents structurels en azote d'origine animale. Cette pollution diffuse provient essentiellement des élevages du territoire. Or, face aux inquiétudes de la société et devant l'impérieuse nécessité d'agir efficacement, les acteurs agricoles ont entrepris dès 1999 une réflexion stratégique sur la valorisation énergétique des déchets d'élevages et des intrants de l'agriculture. Il se trouve en effet, que parallèlement aux déjections animales, le territoire importe une quantité importante d'énergie, notamment sous forme de carburant.

Deux projets ont ainsi été montés ; le premier concerne la mise en place d'une huilerie pour produire du carburant aux tracteurs des agriculteurs. Ainsi, ce sont 65 agriculteurs qui participent au projet en mettant à disposition 500 hectares de colza. Le deuxième projet est nommé Géotexia, il concerne également les agriculteurs mais dépasse le cadre de la filière puisqu'il propose une énergie renouvelable à l'ensemble de la collectivité. Le projet Géotexia a débuté bien longtemps avant les travaux qui ont commencés en mai 2009. Ce projet consiste à collecter 35000 tonnes de lisier, 40000 tonnes de boues industrielles pour produire de l'électricité et 9500 tonnes d'engrais exportable pour l'agriculture de d'autres régions agricoles.

Le projet Géotexia s'appuie sur un partenariat large composé d'agriculteurs (regroupés autour de la CUMA), d'investisseurs et de la Caisse des dépôts et consignations. Au total, le projet s'élève à 14 millions d'euros et devrait bénéficier à l'ensemble du territoire de la communauté de communes. Cette création nette de richesse économiquement mesurable n'est pour autant pas l'unique valeur ajouté du projet. En effet, il permet de s'appuyer sur les réseaux locaux, de permettre aux différents acteurs de partager des objectifs et des bénéfices autour de compétences éprouvées.

## Les chaudières bois énergie

Une des premières ressources de ce territoire bocager est le bois (fonds de vallées, haies,...). Pionniers en Mené, les agriculteurs ont installé 8 chaudières entre 2004 et 2006. De cette phase test des techniques disponibles, il a fallu parallèlement chercher à préparer les ressources disponibles (en plantant les haies) avant de lancer en octobre 2008 les chaudières collectives de Gouray et de St Gouëno ce qui représente environ 5000m² de surfaces chauffées.

Dans le prolongement de l'action, les acteurs ont parallèlement mis en chantier deux plateformes de bois-énergie. Celles-ci deviendront la base logistique pour sécuriser le flux d'apport pour production d'énergie.

Les deux prochaines années seront nécessaires afin de connecter ces offres collectives aux réseaux des particuliers. Cette connexion fera l'objet d'une étude préalable de la faisabilité pour quatre petites communes ; Plessala, Langourla, Saint Gilles du Mené et Saint Jacut du Méné.

## L'éolien participatif

Au départ, une intuition partagée, celle d'un territoire qui souffre de ne pas savoir capter une partie de l'investissement privé en matière d'énergie renouvelable. D'autre part, les épargnes des actifs du territoire alimentent des fonds qui ne réinvestissent pas ou peu sur le territoire. Or, l'enjeu de développement durable était déjà perçu comme un défi majeur pour le territoire. Ainsi, face à cette intuition, il fallait agir rapidement car les acteurs avaient conscience que le paysage productif en 2030 serait le résultat d'une construction dès les années 2000 des moyens territoriaux de production.

Ainsi, dès 2007 les acteurs du territoire, agriculteurs, élus et leurs techniciens ont créé un club d'investisseurs du Mené pour les énergies solidaires (CIMES). Ce club a constitué à 30% le noyau d'une société d'investissement éolien appelé CITEOL et qui sera fondé en novembre 2008. L'année 2009 a vu le dépôt du permis de construire du parc éolien des Landes du Mené par CITEOL et la création de CIGALES (un autre consortium pour d'autres projets sur le territoire). Les années 2010 et 2011 verront le dépôt de nouvelles Zones de Développement Eolien (ZDE).

Chacune des sociétés mobilisent des centaines d'investisseurs locaux à hauteur de 2000€ à 10 000€. Ces investisseurs sont les habitants, les particuliers, les entreprises locales qui recevront dans les années futures les dividendes directes des gisements éoliens de leurs territoires. Ainsi, le projet devrait permettre au territoire de conserver les épargnes locales, de capter une partie des investissements directs en matière d'énergie renouvelable et de permettre aux habitants de bénéficier d'un revenu complémentaire dans une région où le revenu moyen par habitant est parmi les plus faibles de Bretagne.

Ainsi, l'ensemble de ces projets tournés vers la valorisation des ressources naturelles permet de pallier en partie les traditionnelles difficultés de développement économique du territoire. Par ailleurs, ces projets construisent également une solide attractivité car ils proposent des formes innovantes de dialogue et d'échange entre les acteurs du territoire pour répondre aux enjeux que devront relever l'ensemble des territoires français à savoir le développement durable et une économie différenciée et plurielle.